

## Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



### Traité sur l'interdiction complète des essais

■ Dans le discours qu'il a prononcé à la Quarantième session de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré qu'aux yeux du Canada, "la mise au point d'un Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires reste... un objectif fondamental. Nous avons pour but la cessation de tous les essais nucléaires." À Genève, les États-Unis et l'Union soviétique n'ont pas amorcé les négociations sur un tel traité, mais comme Moscou a prolongé, avant d'y mettre fin, le moratoire unilatéral visant les essais et que le Secrétaire général du Parti, M. Gorbachev, a proposé le 30 mars de tenir sans tarder en Europe un sommet sur la question, on peut en déduire que celle-ci demeure un élément important du débat public et des relations entre les superpuissances.

Le 26 février 1985, la Chambre des représentants aux É.-U. a voté à 268 voix contre 148 en faveur d'une résolution qui exhortait le Président Reagan à soumettre au Sénat le

Au début de mars, les dirigeants de la Suède, de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Tanzanie et de la Grèce, auteurs de la proposition dite "des cinq continents", ont écrit à MM. Gorbachev et Reagan pour leur offrir de les aider à vérifier l'application d'un traité sur l'interdiction complète des essais, par des inspections sur place et l'emploi de sismographes, et pour les prier de n'exécuter aucun essai nucléaire jusqu'au prochain sommet américano-soviétique. M. Gorbachev a alors réitéré son désir d'adopter des méthodes efficaces de vérification, y compris les inspections sur place, et il a prolongé au delà de la date limite du 31 mars le moratoire unilatéral que son pays s'était imposé pour les essais. "Nous ne pouvons maintenir (ce moratoire) indéfiniment. Pendant plus de sept mois, nous nous sommes abstenus de faire exploser des engins nucléaires, à des fins pacifiques ou dans le cadre d'essais, et nous en avons déjà payé le prix sur les plans militaire et économique... L'Union soviétique respectera le moratoire après le 31 mars, jusqu'à ce que les États-Unis fassent éclater une charge atomique."

Le 14 mars 1986, M. Reagan a invité les Soviétiques à venir aux États-Unis pour assister à un essai nucléaire. À la fin du mois, M. Gorbachev a offert à son homologue

par les gouvernements précédents pour estimer la puissance des essais soviétiques étaient fondées sur de fausses hypothèses. Le principal polygone d'essais soviétique à Semipalatinsk est situé dans une région plus stable que le Nevada, géologiquement parlant. Cela signifie que les explosions soviétiques engendrent une onde sonore plus forte à travers les couches terrestres que les essais américains de même ampleur. On ne sait pas encore comment cette révision influera sur les estimations antérieures de la Maison Blanche concernant les violations du Traité sur la limitation des essais nucléaires. M. Reagan a demandé un rapport sur cette question dans sa Directive décisionnelle n°202 sur la sécurité nationale.

### Les négociations de Genève (Négociations sur les armes nucléaires et spatiales)

■ Dans une lettre qu'il adressait à M. Gorbachev le 25 février 1986, M. Reagan a esquissé la réponse américaine à la proposition formulée par le dirigeant soviétique en janvier au sujet des armes INF. Après avoir consulté ses alliés européens, M. Reagan a présenté trois différents plans triennaux tous destinés à débarrasser l'Europe des armes à portée intermédiaire. En vertu du premier plan, les deux blocs

territoire jusqu'à l'élimination complète de ces engins avant la fin de la troisième année. Le dernier plan prévoit l'élimination graduelle de toutes les armes INF en Europe et en Asie, au cours d'une période de trois ans. La proposition américaine rejetait la condition soviétique à savoir qu'il soit interdit aux Français et aux Britanniques d'accroître leurs forces.

### MBFR (Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, à Vienne)

■ Le 20 février, la délégation des pays de l'Est a déposé un nouveau projet de traité qui prend en compte certains éléments de la proposition occidentale de décembre 1985. Le projet de traité prévoit le retrait de 11 500 soldats soviétiques et de 6 500 soldats américains (la proposition occidentale citait des réductions de 11 500 et de 5 000 soldats, respectivement), les deux blocs s'engageant par la suite à ne pas augmenter leurs effectifs pendant trois ans. Trois des quatre postes permanents de vérification seraient installés de chaque côté et, à condition qu'une demande en ce sens soit justifiée, des inspections sur place seraient permises. Les Occidentaux ont déclaré que le projet de traité ne traduisait aucun rapprochement sur les questions de fonds... et qu'il ne résolvait pas le problème initial, à savoir s'entendre sur l'importance numérique des troupes actuellement stationnées dans la région; bien au contraire, il cherchait à le perpétuer sous une autre forme. (20 mars 1986)

### SALT II (Pourparlers sur la limitation des armements stratégiques)

■ Le Traité SALT II, qui impose des restrictions aux arsenaux nucléaires stratégiques des États-Unis et de l'Union soviétique, a été signé en 1979. Bien que le Traité n'ait jamais été ratifié par les États-Unis, les deux parties en ont toujours respecté les termes. Toutefois, le 27 mai dernier, le président Reagan a annoncé qu'à l'avenir, "la nature et l'ampleur de la menace posée par les forces stratégiques soviétiques, et non les dispositions du traité SALT II, détermineront les décisions que les États-Unis prendront relativement à la structure de leurs forces stratégiques".

Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales  
307, rue Gilmour  
Ottawa (Ontario)  
K2P 0P7